

Commentaires d'AMEC SPIE Communications en réponse
à la **Consultation Publique sur le**
projet d'Analyse des marchés pertinents des liaisons louées

émise par l'ARCEP le 30 novembre 2005

A propos d'AMEC SPIE Communications :

Acteur majeur en matière de services informatique, réseaux & télécoms en France, AMEC SPIE Communications se positionne au cœur de la convergence voix-données (au travers d'une offre de services et de solutions constamment enrichies) et comme l'une des premières Sociétés de Services Informatique au travers de son activité d'infogérance autour des Postes de travail et des Serveurs.

Le chiffre d'affaires d'AMEC SPIE Communications est estimé à 262 M€ pour 2005.

AMEC SPIE Communications focalise sa croissance sur le « service de proximité » aux entreprises, administrations et collectivités territoriales, en privilégiant la réactivité, la fiabilité technique et la satisfaction maximale, sur le terrain, de l'utilisateur final.

Aujourd'hui, AMEC SPIE Communications compte 66 700 clients en France et emploie plus de 2000 personnes réparties sur 8 directions régionales.

Pourquoi apportons nous nos commentaires ?

Cette position privilégiée d'AMEC SPIE Communications auprès de la clientèle « entreprises » nous oblige à être très vigilants aux modifications profondes des marchés liés aux services professionnels de télécommunications et aux stratégies des différents acteurs y opérant.

A ce titre, nous ne pouvons que nous féliciter des objectifs de cette étude et des conclusions proposées dans le document d'*Analyse des marchés pertinents des liaisons louées* tel qu'il nous a été soumis pour commentaire le 30 novembre 2005.

N'étant pas opérateur de réseau de communications électroniques, nous avons la nécessité en tant qu'intégrateur de solutions et prestataire de services de nous appuyer sur un ensemble de solutions de communications adaptées, compétitives et pérennes.

Il est donc indispensable que l'ARCEP veille à l'évolution des solutions au sein d'un domaine concurrentiel libre permettant la mise à disposition du bon niveau de solutions techniques aux meilleurs prix par plusieurs acteurs ce qui semble une condition nécessaire de pérennité.

A propos de la délimitation des marchés pertinents :

Nous tenons à conforter l'Autorité dans son Analyse et ses conclusions pour la pertinence du marché de détail : le marché défini doit inclure les interfaces supérieures à 2 Mbits/s ainsi que les services de capacité à interfaces alternatives.

En particulier les services VPN niveau 2 dotés d'interfaces de la famille Ethernet (Ethernet, Fast Ethernet) sont aujourd'hui indispensables.

C'est sur cette base que le client final lui-même ou un prestataire comme AMEC SPIE Communications peut mettre en œuvre des services de gestion de niveau 3 permettant une véritable convergence multi-flux basée sur le protocole IP, voire certains protocoles autres.

Comme c'est très justement souligné dans l'étude au § III.2.1.4.1, les clients finaux n'ont pas souhaité massivement une migration de leurs applications métiers sur des VPN IP de niveau 3 sans pouvoir avoir une perception de la qualité de service au niveau 2 et on peut penser que cette migration technologique se fera d'une manière naturelle si le client a un éventail de possibilité ouvert :

1. avoir un contrat pour un VPN niveau 3 avec un opérateur
2. avoir un contrat pour un VPN niveau 2 avec un opérateur et un contrat de service avec un prestataire pour la gestion de ses réseaux applicatifs au niveau 3
3. avoir un contrat pour un VPN niveau 2 avec un opérateur et opérer lui-même la gestion de ses réseaux applicatifs au niveau 3

Les intégrateurs et prestataires de services comme AMEC SPIE Communications se positionnent au service de leurs clients soit comme opérateur délégué du service de niveau 3 (cas 2) soit comme fournisseur des équipements permettant au client d'opérer le service (cas 3).

L'effet économique évoqué au § III.2.1.4.1 est également constaté par nos clients :

On citera pour exemple le Conseil Régional de Rhône-Alpes pour lequel nous fournissons des prestations d'exploitation de niveau 3 du RRHD AMPLIVIA.

En tant que Maître d'Ouvrage du réseau, les services du Conseil Régional ont confirmé dans plusieurs articles de presse une estimation d'économie significative due à cette segmentation et à la mise en concurrence opérée par lots.

Au-delà de notre confort des conclusions de l'Analyse de l'Autorité sur ce point, nous confirmons que l'offre ETHERNET LINK de France Telecom est un excellent produit auquel nous nous sommes déjà interfacé chez certains de nos clients et qu'il convient tout à fait à cet objectif cible d'une offre VPN Niveau 2.

Nous confortons par la même les objectifs de l'Autorité de créer les conditions de marchés de gros (« CE2O » et « TDSL ») qui devront permettre aux opérateurs de réseaux alternatifs de produire des offres de détail concurrentes à celle de France Telecom, en particulier l'offre ETHERNET LINK.

Des équilibres concurrentiels maintenus au-delà du marché des opérateurs :

Nous comprenons parfaitement le champ d'action de l'Autorité et donc les limitations au marché des opérateurs de l'Analyse présentée.

Les avantages de France Telecom en tant qu'opérateur puissant sur ces marchés sont évidents et les risques liés à cette influence significative nous semblent évoqués clairement par le document.

Nous tenons cependant à apporter le commentaire suivant.

Sans en être le bénéficiaire direct, nous confortons à nouveau l'Autorité dans la nécessité de permettre une concurrence entre les opérateurs sur le marché de détail étudié.

En effet, France Telecom n'est pas seulement acteur sur ce marché d'opérateurs mais s'est orientée depuis quelques années dans une intégration verticale de son offre avec des activités d'opérateur de réseaux et de services, mais également dans des activités de conseil, de fourniture et d'installation de solutions, d'intégration de systèmes et de prestation de services à valeur ajoutée (Infogérance, Hébergement, Services Managés etc ...).

Dû à sa position d'opérateur, le risque d'une position dominante de France Telecom sur le marché des intégrateurs et installateurs a d'ailleurs été évoqué et traité par un avis (*) du *Conseil de la Concurrence* rendu à la demande de la Fédération Interprofessionnelle de la Communication d'Entreprise (FICOME). Le Conseil y recommande que France Telecom fasse des offres distinctes entre ce qui relève de ses activités d'opérateur d'accès, d'opérateur de services de communications électroniques et de son activité d'installateur-intégrateur.

() Avis n°04-A-21 du 28 octobre 2004 relatif à une demande d'avis de la FICOME ayant trait aux conditions d'exercice par France Telecom, des activités d'opérateur d'accès d'une part, et d'installation-maintenance de systèmes de télécommunications d'autre part.*

Il semble donc possible pour France Telecom de faire des couplages et des remises supérieures par « intégration verticale » des offres, avec les mêmes conséquences que celles sous-tendues au § IV.2.6.5 .

Il est nécessaire pour AMEC SPIE Communications et les autres sociétés d'intégration et de prestations de services de pouvoir s'associer avec des opérateurs alternatifs (soit par co-traitance soit par intégration commerciale de l'offre (sous-traitance)) qui doivent alors être en condition d'offrir des prix compétitifs afin que l'ensemble soit concurrentiel.

Une cohérence avec d'autres textes réglementaires :

Même si nous sommes en accord avec la remarque du § IV.2.2.3 concernant les collectivités locales et *le faible impact des infrastructures actives déployées par celles-ci sur les marchés de services de capacités à l'horizon de la présente analyse*, c'est-à-dire sur 3 ans, il nous semble important d'apporter le commentaire suivant.

L'esprit de la LCEN (*) et des modifications afférentes du Code Général des Collectivités Territoriales nous semble fortement empreint d'une volonté d'Aménagement Numérique du Territoire par l'incitation au développement d'offres de services et mise en place d'un niveau de concurrence suffisant entre les offreurs.

() LCEN : Loi 2004-575 du 21 Juin 2004 pour la Confiance en L'Economie Numérique*

Pour cela un encadrement réglementaire est mis en place pour orienter cette action vers l'exercice ou la délégation d'une activité d'opérateur d'opérateurs qui se replace naturellement dans le statut d'opérateur de communications électroniques régulé par l'Autorité.

Le niveau de concurrence suffisant à mettre en place entre les offreurs vise bien entendu à proposer une alternative aux offres de France Telecom sur les marchés de gros afin que les opérateurs alternatifs puissent proposer des offres de détails compétitives.

Par observation, mais cependant avec le peu de recul que nous avons tous à ce sujet, il nous semble que cet objectif est atteignable, voire même atteint pour les offres grands publics basées sur le dégroupage (collecte départementale ou régionale pour les FAI ou opérateurs de services téléphoniques).

Le succès identique recherché dans le domaine des entreprises nous semble beaucoup plus lointain justement par manque d'offre de référence pertinente « à concurrencer ».

Nous ne pouvons donc qu'encourager l'Autorité à promouvoir auprès des autorités locales et de leurs éventuels délégataires la spécification d'une offre permettant également aux opérateurs alternatifs de proposer des offres compétitives par rapport à l'offre VPN Niveau 2 de l'opérateur dominant.

Nous sommes persuadés que nous pourrions alors diffuser, sur ces zones, les vertus concurrentielles au bénéfice du client final que nous avons pu évoquer précédemment

Sur un axe plus pratique et pragmatique, cette promotion par l'Autorité aurait l'avantage de proposer de fait des spécifications compatibles d'un réseau à l'autre (par exemple d'un réseau couvrant un département à un autre réseau couvrant ce département), ce qui permettrait d'atteindre une autre des recommandations de la LCEN, c'est-à-dire la cohérence des développements des réseaux d'initiative publique.

Espérant par ces quelques lignes avoir contribué à l'Analyse de l'Autorité et à la qualité de la décision qui sera adoptée, nous vous confirmons que nous restons à votre disposition pour tous compléments qui pourront être demandés à p.castagne@amecspie.com.

Fait à Malakoff, le 5 janvier 2006.